

Compte rendu

Ouvrage recensé :

COMEAU, Paul-André et Jean-Pierre FOURNIER, *Le lobby du Québec à Paris : les précurseurs du général de Gaulle* (Montréal, Québec-Amérique, 2002), 209 p.

par Frédéric Bastien

Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 58, n° 1, 2004, p. 105-108.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/010976ar>

DOI: 10.7202/010976ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

situer par rapport à l'autre. Ainsi, le difficile contrôle de la Couronne sur les flux d'information compliqua, en même temps qu'elle soutint, ses entreprises d'outre-mer.

Il arrive à Banks d'éprouver lui-même, ici ou là, des problèmes de contrôle de l'information et de perdre ses lecteurs dans une mer de détails. Cela ressort particulièrement de son analyse de l'esclavage dans les colonies. Confronté à des renseignements aussi abondants sur des colonies aussi différentes, le lecteur doit décider seul du rapport exact de l'esclavage à la thèse d'ensemble de l'ouvrage. Mais même cette faiblesse procède de l'une des grandes forces du livre : une recherche approfondie qui étaye les conclusions. Désireux, peut-être, de mettre en lumière le travail impressionnant qu'exige la collecte de documents aussi vastement éparpillés, Banks laisse parfois ses données submerger son analyse.

L'ouvrage affiche un autre défaut qui irritera Banks plus encore que ses lecteurs. Les Presses de McGill-Queen's devraient avoir honte des douzaines d'erreurs typographiques, des notes mal contrôlées et de la mauvaise qualité des cartes 1-3. En laissant de telles imperfections ternir une étude aussi limpide, l'éditeur rend un fort mauvais service à la fois à l'auteur et à ses lecteurs.

Mais ces petits ennuis ne devraient certes pas distraire le lecteur de ce qu'a accompli l'auteur. Par ce livre, il a relativisé la domination britannique en haute mer, et cela même en traçant les limites du pouvoir absolutiste français sur son lointain empire.

BRETT RUSHFORTH

Omohundro Institute of Early American History and Culture

Traduction : Pierre R. Desrosiers

COMEAU, Paul-André et Jean-Pierre FOURNIER, *Le lobby du Québec à Paris : les précurseurs du général de Gaulle* (Montréal, Québec-Amérique, 2002), 209 p.

Il y a toujours eu en France un certain nombre de personnes qui ont été partisans de relations privilégiées avec le Québec. On les désigne souvent par l'expression « lobby québécois » ou « mafia québécoise ». Le but du livre de Comeau et Fournier est de mettre en relief l'action de ce groupe qui a agi comme cheval de Troie du Québec au sein du gouvernement français.

Aux fins de cette démonstration, les auteurs utilisent surtout les sources orales, qui sont importantes en histoire contemporaine. *Le lobby*

du Québec à Paris a donc le mérite d'avoir recueilli *in extenso* le témoignage du diplomate français Bernard Dorin, l'un des acteurs du voyage du général de Gaulle au Québec. À cela s'ajoutent les souvenirs de plusieurs autres témoins, du côté canadien et québécois, cette fois. On pense d'abord à Claude Roquet et Jean-Marc Blondeau, qui ont été diplomates canadiens avant de faire le saut du côté québécois. On pense également à Jean-Marc Léger, ancien directeur de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), à Jacques-Yvan Morin, ancien ministre, à Jean Deschamps et Yves Michaud, tous deux ayant occupé le poste de Délégué général du Québec à Paris, ainsi qu'à quelques autres.

L'exercice nous permet d'apprendre un certain nombre de choses. On savait que de Gaulle s'était intéressé au Québec dès sa jeunesse. Bernard Dorin nous révèle que cet intérêt s'est manifesté au cours de la Première Guerre mondiale. De Gaulle avait alors été blessé au combat et, profitant de sa convalescence pour se cultiver, il aurait lu sur le Québec. Dans cette perspective, le Général en vient à regretter que la France, contrairement au Portugal, à l'Espagne ou à la Grande-Bretagne, ne se soit pas dédoublée davantage sur le continent américain. D'où une partie de son intérêt pour le Québec.

Les témoignages recueillis par les auteurs permettent par ailleurs une compréhension un peu plus détaillée de la perspective du gouvernement fédéral dans cette affaire. En 1965, le Québec et la France signent une entente de coopération culturelle, laquelle sera bientôt chapeautée par une entente franco-canadienne du même type et ouverte à toutes les provinces canadiennes.

On apprend que le premier ministre canadien Lester B. Pearson était favorable à cette entente franco-québécoise. Historien de formation, il souhaitait apaiser les revendications du Québec. Ce point de vue n'était toutefois pas partagé par le sous-ministre aux Affaires extérieures, Marcel Cadieux, pas plus que par son adjoint, Allan Gotlieb. À titre de juriste et ayant lui-même flirté avec le nationalisme québécois, Cadieux était particulièrement intransigeant. Au printemps de 1967, il avait notamment annoncé que le Général viendrait au Canada pour «foutre la m...» (p. 56). Gotlieb, quant à lui, craignait que le Québec ne commence à créer des précédents sur la scène internationale, qui lui permettraient de se séparer tout doucement du Canada, à l'instar de ce que ce dernier avait fait avec la Grande-Bretagne. Il est regrettable que les auteurs n'aient pas développé davantage cet aspect de l'histoire, entre autres en ce qui a trait au changement de nature de la représentation québécoise

en France qui, après quatre années sous l'appellation « Maison du Québec », devint en 1965 la Délégation générale du Québec en France et obtint presque tous les statuts d'une ambassade.

Grâce au témoignage et à l'expertise de Jacques-Yvan Morin, le livre de Comeau et Fournier jette un regard éclairant sur les origines de la doctrine Gérin-Lajoie, selon laquelle les compétences internes du Québec se prolongent sur la scène extérieure. Dès 1937, le conseil privé de Londres avait statué que les provinces étaient responsables de l'application dans leurs champs de compétences des accords internationaux signés par le Dominion.

Malgré ces apports, le livre de Comeau et Fournier déçoit à plusieurs égards. Il traite de multiples questions, comme les problèmes constitutionnels, l'évolution de la pensée du Général quand il était jeune, les débats au sein de la diplomatie canadienne, autant de choses qui n'ont pas directement rapport avec ce que le titre annonce. Et quand il est question du lobby lui-même, on reste sur notre faim. Il en est ainsi d'André Malraux, ministre de la Culture, dont on nous dit qu'il a « joué un grand rôle sous de Gaulle pour pas mal de raisons » (p. 48). On serait bien en peine de trouver ici une explication plus détaillée. Il ne suffit pas de recueillir le témoignage de Bernard Dorin pour que l'affaire soit digne de mention.

Il en va de même pour un certain nombre d'autres éléments, telle la coopération franco-québécoise, à laquelle Fournier et Comeau consacrent un chapitre complet intitulé « L'intendance suit », selon une formule attribuée à de Gaulle. Nous avons droit ici à une énumération des accords signés entre la France et le Québec en matière de coopération, autant de choses qui ont été traitées auparavant et à propos desquelles le lecteur n'apprend presque rien de nouveau, si ce n'est, selon Jean Deschamps, que de Gaulle connaissait les dossiers de coopération économique jusque dans les détails.

Cette critique vaut aussi pour ce qui a trait à la francophonie. Ici encore, aucune nouveauté. Pas plus d'ailleurs que dans la dernière partie de l'ouvrage, intitulée « Entretien avec Bernard Dorin », et qui aurait dû carrément être supprimée tant elle est redondante.

Par ailleurs, certaines interprétations du livre sont éminemment contestables. Il en est ainsi des pages 54-55, où il est question à la fois du retrait de la France du commandement de l'OTAN et de l'obtention d'uranium canadien, minerai qui était convoité par Paris mais qu'Ottawa ne livrait qu'avec parcimonie parce que la France se dotait d'une force de

frappe nucléaire. Il est certain que ces deux dossiers ont constitué des points de friction entre Ottawa et Paris. Toutefois, cela n'a pas incité de Gaulle à tenter de jouer davantage la carte du Québec. En fait, dans les questions militaires et diplomatiques (au sens classique du mot), Paris n'a jamais remis en question le rôle du gouvernement fédéral et a poursuivi avec lui les discussions nécessaires selon les circonstances internationales du moment. Contrairement à ce que laissent entendre Fournier et Comeau, les relations avec le Québec se situent sur un autre plan, celui de la francophonie et de la culture, et jamais un président français n'a tenté de mettre sur un même plan les relations franco-québécoises et franco-canadiennes.

Les auteurs s'aventurent aussi en terrain glissant lorsqu'ils analysent le sentiment pétainiste des Québécois durant la Deuxième Guerre mondiale. En 1960, lors de son second voyage au Canada, de Gaulle aurait été prévenu du sentiment pro-Pétain des Québécois durant la guerre. Soit. Mais les auteurs ont négligé de mettre en perspective les événements de la guerre. Dans son excellent ouvrage *Le Québec entre Pétain et de Gaulle*, l'historien Éric Amyot a très bien démontré que si plusieurs Québécois se sentaient interpellés par la doctrine conservatrice de Pétain, ils étaient hostiles à la collaboration et l'ont été de plus en plus au fur et à mesure que la guerre progressait. De telle sorte que, au moment de son voyage au Canada en 1944, de Gaulle a été très bien reçu lors de la portion montréalaise de son séjour, et ce, tant par les autorités que par la population. Bref, tout en relevant avec justesse la perception gaullienne de 1960 d'un Québec qui avait été pro-Pétain, il aurait été nécessaire, par ailleurs, de faire la part des choses.

En somme, *Le lobby du Québec à Paris* est un livre inégal. On y apprend bien certains détails nouveaux sur les relations franco-québécoises et franco-canadiennes, mais dans l'ensemble rien qui vient bouleverser la connaissance historique. Seuls les spécialistes du sujet trouveront un intérêt à cette lecture.

FRÉDÉRIC BASTIEN
Montréal